

..... DEUX ANNÉES D'INCERTITUDES ALGERIENNES

1959

- 13 JANVIER.** — Le gouvernement français décide le transfert de Ben Bella et de ses compagnons dans une enceinte fortifiée et met fin à la résidence surveillée de Messali Hadj. Il adopte d'importantes mesures de grâce et d'amnistie.
- 30 JANVIER.** — Dans une allocution radiodiffusée le général de Gaulle parle d'« honorables conditions » pour ceux qui se battent en Algérie.
- 16 FEVRIER.** — Publication dans la presse d'une adresse au général de Gaulle signée de 481 Français du Maroc qui se prononcent pour la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie.
- 28 MARS.** — Mort au combat du chef de la wilaya 3 : Amirouche.
- 8 AVRIL.** — Arraisonnement du cargo tchèque Lidice au large des côtes oranaises.
- 21 AVRIL.** — Elections municipales en Algérie — On enregistre, beaucoup plus d'abstention qu'au référendum.
- 29 AVRIL.** — M. Pierre Laffont, député d'Oran-banlieue, publie dans *L'écho d'Oran* le compte rendu d'un entretien avec le général de Gaulle. On y relève l'expression : « L'Algérie de Papa est morte ».
- 22 MAI.** — M' Ould Aoudia, avocat algérien, est assassiné à Paris.
- 31 MAI.** — Elections sénatoriales en Algérie. Des personnalités modérées l'emportent sur les candidats ultra.
- 4 JUIN.** — Définissant devant l'assemblée nationale la politique algérienne du gouvernement, M. Debré dément les bruits de pourparlers avec le F.L.N.
- 10 JUIN.** — L'Assemblée nationale vote le projet de loi instituant l'unité budgétaire entre la France et l'Algérie.
- 22 JUILLET.** — L'opération « jumelles » est déclenchée en Kabylie sous le contrôle du général Challe.
- 3 AOUT.** — Réunion à Monrovia avec la participation du G.P.R.A. de la conférence des 9 états indépendants d'Afrique.
- 4 AOUT.** — Mohammed V annule son projet de rencontre avec le général de Gaulle.
- 11 AOUT.** — Une instruction ministérielle modifie le règlement des sursis d'incorporation accordés aux étudiants.
- 27 AOUT.** — Voyage du général de Gaulle en Algérie où il visite les postes militaires et où il informe les officiers de ses intentions en ce qui concerne la politique algérienne. Assassinat à Vichy du sénateur Benhabyles.
- 2 SEPTEMBRE.** — A l'occasion de la visite à Paris du président Eisenhower, le général de Gaulle l'informe de ses projets en ce qui concerne l'Algérie.
- 10 SEPTEMBRE.** — Les premiers ministres africains et malgaches présents au Conseil Exécutif de la Communauté font confiance au général de Gaulle pour régler le problème algérien.

L'autodétermination

- 16 SEPTEMBRE.** — Dans une déclaration radiodiffusée, le général de Gaulle proclame le droit des Algériens à l'autodétermination après l'achèvement de la pacification par voie de référendum dont l'objet serait le choix entre « la sécession, la francisation, l'association ».
- 19 SEPTEMBRE.** — Création à Paris du Rassemblement pour l'Algérie française. Le

bureau de l'U.N.R. interdit « la double appartenance ».

28 SEPTEMBRE. — Le G.P.R.A. se déclare prêt à des pourparlers afin de discuter des conditions politiques et militaires du cessez-le-feu, des conditions et des garanties de l'application de l'autodétermination.

1^{er} OCTOBRE. — Le ministre des Armées, M. Guillaumat, fixe « les buts et les limites » de l'action psychologique. — Le président Bourguiba : les dirigeants F.L.N. devaient aller à Paris rencontrer le général de Gaulle.

3 OCTOBRE. — Arrestation à la frontière belge de l'ex-député poujadiste Berthommier, porteur d'une bombe destinée à un attentat contre un dirigeant F.L.N. de Charleroi.

11 OCTOBRE. — M. Couve de Murville déclare à la télévision américaine : « Nous sommes disposés à discuter du cessez-le-feu avec tous ceux qui se battent, et cela signifie, bien entendu, avec le F.L.N. »

13 OCTOBRE. — M. Debré à l'Assemblée nationale : « Pas de négociations politiques avec le F.L.N. » L'offre de « paix des braves » reste valable. À Alger, appel au calme du général Massu.

14 OCTOBRE. — Neuf députés activistes quittent le groupe U.N.R. et se prononcent pour la « francisation » de l'Algérie. Ils sont exclus du parti.

26 OCTOBRE. — Dans un message aux forces armées, le général de Gaulle confirme à l'armée la tâche de « pacification » jusqu'au référendum sur l'autodétermination.

2 NOVEMBRE. — Le Comité Central du P.C.F. approuve la formule de l'autodétermination sur l'Algérie. Maurice Thorez critique l'attitude trop réservée du Bureau politique après le 16 septembre.

15 NOVEMBRE. — Le Congrès U.N.R. approuve la politique du général de Gaulle en Algérie. Mais une bonne partie du congrès a acclamé Jacques Soustelle.

20 NOVEMBRE. — Le G.P.R.A. charge Ben Bella et ses quatre compagnons détenus d'entamer des pourparlers sur l'autodétermination. Le général de Gaulle récuse

immédiatement ces interlocuteurs « hors de combat ».

5 DECEMBRE. — Inauguration de l'oléoduc Hassi-Messaoud-Bougie.

13 DECEMBRE. — A l'Assemblée de l'O.N.U., la résolution pakistanaise préconisant des « pourparlers sur la base du droit du peuple algérien à l'autodétermination » n'obtient par la majorité des deux tiers.

18 DECEMBRE. — Voyage de M. Bidault en Algérie.

1960

4 JANVIER 1960. — Le rapport de la Croix Rouge Internationale sur les camps d'internement en Algérie est publié. Le gouvernement affirme qu'il en tiendra le plus grand compte.

9 JANVIER. — Une recrudescence d'attentats accentue à Alger la nervosité de la population européenne. Les activistes algérois multiplient les communiqués.

19 JANVIER. — Un journal allemand, la « *Suddeutsche Zeitung* » publie une interview du général Massu critiquant vivement la politique algérienne du général de Gaulle. Le général Massu est appelé à Paris.

20 JANVIER. — Après plusieurs semaines de travaux à Tripoli, le C.N.R.A. annonce un remaniement du G.P.R.A. Les éléments les plus proches du Caire et ceux qui passaient pour les plus favorables à une aide chinoise sont écartés du gouvernement. Un comité de trois membres, Belkacem, Boussouf et Bentobbal est désigné pour diriger la guerre.

22 JANVIER. — Conférence interministérielle à l'Elysée sur l'Algérie. On annonce que le général Massu est relevé de son commandement.

24 JANVIER. — Une émeute déclenchée par les ultras provoque une vingtaine de (morts) à Alger. Les activistes se retranchent derrière des barricades. Les chefs de l'armée adoptent une attitude hésitante.

29 JANVIER. — Le général de Gaulle

demande aux chefs de l'armée de reprendre en mains la situation.

1^{er} FEVRIER. — Grève d'une heure dont le mot d'ordre est lancé en France par l'ensemble des centrales syndicales.

2 FEVRIER. — Le gouvernement obtient de l'Assemblée Nationale les pleins pouvoirs pendant un an. — Trois parlementaires arrêtés : Biaggi, Lagailarde, Kaouah.

5 FEVRIER. — Jacques Soustelle est exclu du Gouvernement.

10 FEVRIER. — Le gouvernement décide la dissolution des unités territoriales, la suppression du 5^e bureau « psychologique » et l'organisation d'élections cantonales en Algérie. On annonce que ces élections cantonales ouvriraient la voie à une solution politique.

17 FEVRIER. — Les principaux inculpés du complot d'Alger sont transférés à Paris. — Dans une allocution s'adressant aux Européens d'Algérie, Ferhat Abbas les invite à édifier en commun la République algérienne.

24 FEVRIER. — La D.S.T. annonce la découverte d'un réseau de soutien au F.L.N. constitué par des Français.

29 FEVRIER. — Ferhat Abbas confirme l'adhésion du F.L.N. au principe d'autodétermination et demande des pourparlers sur les garanties de ce droit. Il estime que l'indépendance de l'Algérie n'exclut pas la libre coopération avec la France.

3-5 MARS. — Voyage du général de Gaulle en Algérie. Il fait la tournée des popotes, évoque la perspective d'une guerre longue et apaise les inquiétudes militaires en déclarant que leur action serait poursuivie jusqu'à la victoire.

6 MARS. — Le général de Gaulle prend position en faveur d'une Algérie algérienne liée à la France.

7 MARS. — Une mise au point officielle précise que les institutions de « l'Algérie algérienne » seront élaborées avec toutes les tendances. Le partage serait, aux yeux du Chef de l'Etat, la rançon de l'indépendance.

14 MARS. — Le G.P.R.A. déclare que le

général de Gaulle a fermé la porte à la négociation et que le F.L.N. poursuivra la guerre jusqu'à la réalisation de l'indépendance.

17 MARS. — On annonce à Tunis que le G.P.R.A. avait fait savoir dès la mi-février au général de Gaulle qu'il était prêt à envoyer un émissaire à Paris.

Fin mars-début avril : incidents à la frontière algéro-tunisienne.

6 AVRIL. — M. Messmer, Ministre des Armées, accuse la Tunisie de « complicité » avec le F.L.N.

9 AVRIL. — M. Delouvrier annonce que des commissions d'élus algériens seront constituées après les élections cantonales.

12 AVRIL. — Le G.P.R.A. annonce qu'il est prêt à accepter des volontaires étrangers en Algérie.

21 AVRIL. — « France-Observateur » et « L'Express » sont saisis pour avoir évoqué le problème de la désertion.

23 AVRIL. — Le général Challe quitte Alger où il est remplacé par le général Crépin.

24 AVRIL. — Une ordonnance permet de transférer à la justice militaire en métropole le dossier de l'affaire du complot.

25 AVRIL. — M. Jacques Soustelle est exclu de l'U.N.R.

27 AVRIL. — Dans l'« Humanité », M. Etienne Fajon exprime l'hostilité du P.C.F. à l'égard de la désertion.

8 MAI. — Violents combats à la frontière algéro-marocaine.

20 MAI. — Après un séjour de trois semaines, une délégation du G.P.R.A. conduite par M. Krim Belkacem quitte Pékin.

25 MAI. — M. de Sérigny est mis en liberté provisoire.

29 MAI. — Elections cantonales en Algérie.

1^{er} Juin. — L'Assemblée nationale refuse de suspendre la détention de Lagailarde.

2 JUIN. — Le « Monde » est saisi à Alger pour avoir publié un article de Simone de Beauvoir sur l'affaire Djamilia Boupacha.

10 JUIN. — Manifestation de rue à Grenoble contre la guerre d'Algérie.

11 JUIN. — Interdiction par le gouvernement du Congrès national pour la paix en Algérie par la négociation qui devait se tenir à la Mutualité.

La négociation manquée

14 JUIN. — Dans un discours radiodiffusé, le général de Gaulle invite les représentants du F.L.N. à venir à Paris discuter de « l'arrêt des combats, de la destination des armes et du sort des combattants ».

20 JUIN. — Le G.P.R.A. répond favorablement à l'invitation du général de Gaulle et annonce l'envoi d'émissaires. Colloque des partisans de l'Algérie française à Vincennes.

25 JUIN. — Arrivée à Orly de MM. Ahmed Boumengel et Mohammed Ben Yahia. Ils sont conduits à Melun en hélicoptère.

28 JUIN. — Journée d'action contre la guerre d'Algérie marquée par de nombreuses manifestations.

1^{er} JUILLET. — Les émissaires du G.P.R.A. quittent Melun.

1-3 JUILLET. — Colloque de Royaumont sur la défense des libertés individuelles.

4 JUILLET. — Le G.P.R.A. indique que le gouvernement français ayant opposé un

refus à toutes ses propositions, la venue d'une délégation en France n'est pas opportune. Communiqué commun des centrales syndicales pour une action contre la guerre d'Algérie.

5 JUILLET. — M. Ferhat Abbas déclare que les conditions du gouvernement français sont étroites, restrictives, humiliantes.

8-9 JUILLET. — Dans son voyage en Normandie, le général de Gaulle déclare que la guerre d'Algérie a fait son temps. Il confirme les conditions posées à Melun par les représentants français.

15 JUILLET. — Les conseils généraux d'Algérie sont convoqués pour désigner leurs représentants dans les commissions d'élus.

30 JUILLET. — Exécution à Lyon d'Abderrahmane Laïslifi pour lequel le roi du Maroc et M. Khrouchtchev, étaient intervenus.

1^{er} AOUT. — Quatre exécutions capitales à Oran.

12 AOUT. — On annonce la condamnation à mort par un tribunal militaire algérien de deux soldats français prisonniers de l'A.L.N. Leur exécution est annoncée le lendemain.

22 AOUT. — Le G.P.R.A. demande un référendum sous le contrôle de l'O.N.U.

--- Du 1^{er} novembre 1954 au 31 décembre 1958, voir notre numéro spécial sur l'Algérie du 11 juin 1960 (n° 10).